

mazars

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

acl.

ACEFI CL
7, rue Mariotte
75017 PARIS

NETGEM SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire
et conseil de surveillance
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

ACEFI CL
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de
commissariat aux comptes
Siège social : 7, rue Mariotte – 75 017
Capital de 300 000 euros - RCS PARIS B 350 044 392

NETGEM SA

Société anonyme au capital de 6 977 545,20 €
Siège social : 103 rue de Grenelle 75007 PARIS
R.C.S. NANTERRE 408 024 578

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société NETGEM SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société NETGEM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice :

- Les écarts d'acquisition dont les montants nets figurant au bilan du 31 décembre 2023 s'établissent à 11,7 millions d'euros, ont fait l'objet d'un test de dépréciation selon les modalités décrites dans la note 3.5.10 de l'annexe des comptes consolidés.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées et dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, notamment en prenant connaissance des processus mis en place par la Direction pour la réalisation de ces tests. Nous avons également apprécié le caractère raisonnable des prévisions de flux de trésorerie et des hypothèses utilisées. Enfin, nous avons vérifié que la note 3.5.10 de l'annexe aux comptes consolidés communiquait une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou

événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 30 avril 2024

ACEFI CL

Paris, le 30 avril 2024

DocuSigned by:

90515ED1C51A47C...
Julien Madile

Associé

DocuSigned by:

C95FE8A18D004BF...
Matthieu Mortkowitch

Associé

3. Comptes consolidés 2023

3.1. État du résultat global

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et résultat par action	Notes	2023	2022
Chiffre d'affaires	3.5.4	35 583	36 291
Coût des ventes		(13 596)	(16 221)
Marge brute		21 987	20 070
Frais marketing et commerciaux (comprend les amort.des box)		(12 187)	(11 506)
Frais de recherche et développement	3.5.6	(5 396)	(5 684)
Frais généraux		(3 204)	(3 062)
Amortissements des actifs incorporels reconnus lors du Price Purchase Allocation		(763)	(1 940)
Résultat opérationnel courant		437	(2 122)
Autres produits et charges opérationnels	3.5.7	(106)	(126)
Résultat opérationnel		331	(2 248)
<i>Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie</i>		-	1
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>		(33)	(13)
Coût de l'endettement financier net	3.5.8	(33)	(12)
Autres produits et charges financiers	3.5.8	(31)	(59)
Impôt sur les résultats	3.5.9	423	1 004
Résultat net de l'ensemble consolidé		690	(1 315)
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		541	108
<i>Dont part attribuable aux actionnaires minoritaires</i>		149	(1 423)
Résultat net par action :			
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action</i>		0,02	0,00
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) dilué par action</i>		0,02	0,00

Nombre d'actions retenu pour le calcul des résultats par action :			
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation net des actions propres</i>		33.455.806	29.111.396
<i>Nombre d'actions et d'options dilutives</i>		488.6116	586.666
Nombre moyen d'actions et d'options dilutives en circulation		33.944.417	29.698.062
Résultat net de la période		690	(1 315)
Éléments recyclables en résultat		44	(309)
<i>Écarts de change résultant de la conversion des états des filiales étrangères</i>		33	(69)
<i>Mark to Market des couvertures de flux de trésorerie</i>		11	(240)
Éléments ultérieurement non recyclables en résultat		(12)	118
<i>Écarts actuariels sur engagements de retraite</i>		(12)	118
Total des autres éléments du résultat global		32	(191)
Résultat net global		722	(1 506)
<i>Part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		573	(102)
<i>Part attribuable aux actionnaires minoritaires</i>		149	(1 404)

3.2. État de la situation financière

ACTIFS – en milliers d’euros	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Écarts d'acquisition	3.5.10	11 704	10 446
Immobilisations incorporelles	3.5.11	2 314	2 819
Immobilisations corporelles	3.5.12	6 432	6 565
Droits d'utilisation des actifs loués	3.5.13	1 146	1 595
Actifs financiers non courants	3.5.14	435	340
Impôts différés actifs	3.5.9	2 005	1 505
Total des actifs non courants		24 036	23 271
Stocks	3.5.15	2 123	2 417
Clients	3.5.16	7 300	8 906
Autres actifs courants	3.5.17	3 143	2 516
Actifs financiers courants	3.5.14	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.5.18	6 598	6 161
Total actifs courants		19 164	20 000
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées		-	3 829
TOTAL DES ACTIFS		43 200	47 100

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en milliers d’euros	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Capital		6 978	6 144
Réserves liées au capital		8 373	4 270
Réserves et résultat consolidés		9 701	13 048
Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère		25 052	23 462
Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires minoritaires		-	340
Capitaux propres	3.5.19	25 052	23 802
Impôts différés passifs		-	-
Avantages au personnel		354	242
Provisions – part non courante		-	-
Passifs financiers non courants	3.5.21	468	810
Passifs sur contrats de location - part non courante	3.5.21	549	1 138
Autres passifs non courants		396	-
Total des passifs non courants		1 767	2 190
Passifs financiers courants	3.5.21	417	462
Passifs sur contrats de location - part courante	3.5.21	585	448
Provisions – part courante	3.5.20	243	330
Fournisseurs et comptes rattachés	3.5.22	8 558	12 035
Autres passifs courants	3.5.23	6 578	6 800
Total des passifs courants		16 381	20 075
Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées		-	1 032
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		43 200	47 100

3.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions	Capital		Réserves liées au capital	Réserves et Résultats consolidés	Autres			Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires minoritaires	Total
	Nombre d'actions	Montant			Écarts de conversion	Actions propres	Total Autres			
Au 31 décembre 2021	30 721 059	6 144	4 270	19 350	1 099	(6 823)	(5 724)	24 040	1 840	25 880
Dividendes versés				(877)				(877)		(877)
Paiement fondé / actions				293				293		293
Opérations/actions propres						479	479	479		479
Résultat net de la période				108				108	(1 423)	(1 315)
Écarts de conversion					(69)		(69)	(69)		(69)
Écarts actuar/eng.retraite				99				99	19	118
Juste val. instr. couverture				(240)				(240)		(240)
Effet de périmètre				(371)				(371)	(96)	467
Au 31 décembre 2022	30 721 059	6 144	4 270	18 362	1 030	(6 344)	(5314)	23 462	340	23 802
Augmentation de capital	4 166 667	834	4 103				-	4 937		4 937
Dividendes versés				(1 464)				(1 464)		(1 464)
Paiement fondé /actions				232				232		232
Opérations/actions propres						204	204	204		204
Résultat net de la période				541				541	149	690
Écarts de conversion					33		33	33		33
Écarts actuar/eng.retraite				(12)				(12)		(12)
Juste val. instr. couverture				11				11		11
Effet de périmètre				(2 478)	(414)		(414)	(2 892)	(489)	(3 381)
Au 31 décembre 2023	34 887 726	6 978	8 373	15 192	649	(6 140)	(5 491)	25 052	-	25 052

3.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

Données en milliers d'euros	2023	2022
Résultat net consolidé (y compris part attribuable aux actionnaires minoritaires)	690	(1 315)
Dotations nettes aux amort. et provisions (hors dépréciation des actifs courants)	8 029	9 051
Charges et produits calculés liés aux actions gratuites	232	293
Plus ou moins-values de cession	(5)	285
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement fin. net et impôt	8 946	8 314
Produits financiers nets	33	12
Produit / Charge d'impôt (y compris impôts différés)	(423)	(1 004)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement fin. net et impôt (A)	8 556	7 322
Impôt versé (B)	(29)	(2)
Variation du B.F.R. lié à l'activité (yc dette liée aux avantages au personnel) (C)	(2 730)	261
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	5 797	7 059
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 624)	(6 486)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 881	211
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(18)	(75)
Remboursement de créances financières	-	324
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	(6 141)	-
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (E)	(7 902)	(6 026)
Augmentation de capital	4 937	-
Dividendes versés aux actionnaires	(1 464)	(877)
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	(516)	(754)
Rembt d'emprunts et de dettes fin. relatives aux contrats de location financement	(606)	(488)
Émissions d'emprunts et de dettes financières	6	1 000
Rachats et reventes d'actions propres	204	(165)
Produits financiers nets	(33)	(12)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (F)	2 528	(1 296)
Incidence des variations des cours de devises (G)	13	(19)
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	436	(281)
Trésorerie à l'ouverture	6 161	6 442
Trésorerie à la clôture	6 597	6 161

3.5. Annexes aux comptes consolidés

GÉNÉRALITÉS

Note 3.5.1	Faits marquants de la période
Note 3.5.2	Principes comptables
Note 3.5.3	Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Note 3.5.4	Chiffre d'affaires
Note 3.5.5	Effectifs et charges de personnel
Note 3.5.6	Frais de recherche et développement
Note 3.5.7	Autres produits et charges opérationnels
Note 3.5.8	Résultat financier
Note 3.5.9	Impôts sur les résultats

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Note 3.5.10	Écarts d'acquisition
Note 3.5.11	Immobilisations incorporelles
Note 3.5.12	Immobilisations corporelles
Note 3.5.13	Droits d'utilisation des actifs loués
Note 3.5.14	Actifs financiers
Note 3.5.15	Stocks
Note 3.5.16	Clients
Note 3.5.17	Autres actifs courants
Note 3.5.18	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Note 3.5.19	Capitaux propres et informations sur le capital
Note 3.5.20	Provisions
Note 3.5.21	Passifs financiers
Note 3.5.22	Fournisseurs
Note 3.5.23	Autres passifs
Note 3.5.24	Actifs et passifs financiers
Note 3.5.25	Analyses complémentaires au tableau des flux de trésorerie

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Note 3.5.26	Instruments financiers
Note 3.5.27	Informations sur les risques financiers
Note 3.5.28	Engagements hors état de la situation financière
Note 3.5.29	Rémunération des dirigeants
Note 3.5.30	Informations sur les parties liées
Note 3.5.31	Événements survenus après la clôture de l'exercice
Note 3.5.32	Honoraires des commissaires aux comptes

Généralités

Informations relatives à l'entreprise

Netgem accompagne le secteur audiovisuel dans sa transformation digitale et s'affirme comme un partenaire incontournable des opérateurs télécoms et des groupes médias pour développer de nouvelles solutions de divertissement immersives. Netgem est l'éditeur du service de divertissement digital netgem.tv, distribué, à travers un réseau d'opérateurs télécoms fixe et mobile en Europe, sous la marque de l'opérateur (modèle B2B2C) à plus de 670.000 foyers abonnés.

La société mère du Groupe, Netgem SA (la « **Société** »), est une société anonyme domiciliée en France et régie par les dispositions de la loi française. La Société a été constituée en juin 1996 et est cotée sur Euronext Growth Paris depuis le 11 mars 2021.

Les comptes consolidés du groupe Netgem (le « **groupe** ») ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 mars 2024 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 30 mai 2024.

3.5.1. Faits marquants

Le groupe termine 2023 avec une base de 677.000 abonnés netgem.tv, gérés pour le compte d'une vingtaine d'opérateurs de télécommunications fixe en Europe soit une croissance annuelle de 33%.

Sur 2023, le groupe a mis en place le recentrage stratégique annoncé en début d'année sur le divertissement digital opéré avec en particulier :

- la cession de l'activité Fibre à Nordnet et la poursuite de l'activité TV opérée pour ce dernier à la suite de cette transaction
- la sortie progressive du hardware avec le basculement sur les technologies Android
- l'acquisition des sociétés Eclair Préservation (EP) et Eclair Digital Services (EDS) début juillet 2023 permettant au groupe de renforcer son positionnement dans le domaine des éditeurs de service vidéo.

Parallèlement à cette acquisition, le groupe a souhaité la simplification de son organisation juridique avec le rachat des intérêts minoritaires de la Caisse des Dépôts et de Oceinde au sein de sa filiale Netgem France (ex Vitis).

Par ailleurs, les sociétés Éclair Préservation et Éclair Digital Services France ont été absorbées par la société Netgem France (le 22 novembre 2023, la société Vitis a changé de dénomination sociale) avec effet au 31 décembre 2023.

L'investissement total de ces opérations s'élève à 7,4 millions d'euros (4 M€ pour l'acquisition des sociétés EP et EDS et 3.4 M€ pour les minoritaires de Netgem France) et a été financé à hauteur de 5 millions d'euros par une augmentation de capital réservée souscrite par la Caisse des Dépôts pour 3 millions d'euros et la société Manco, actionnaire de référence au côté de J.2.H. des activités reprises, pour 2 millions d'euros. Post opération, la Caisse des Dépôts détient 7% du capital de Netgem et Manco près de 5%. Ces deux nouveaux actionnaires sont représentés au conseil d'administration de la société.

Le groupe a également lancé plusieurs nouveaux produits et innovations :

- la commercialisation de sa première offre complète de service opéré de TV intégrant une BOX Android auprès de l'opérateur Zeop,
- l'annonce d'un nouveau service de TV et Cloud Gaming,
- le lancement de plusieurs services sur la plateforme Amazon Channel, en particulier Gaumont Classique et France Channel.

Le groupe poursuit sa politique en matière de développement durable, ce qui lui a valu d'obtenir pour la première fois la notation Ethifinance Or au titre de l'année 2022.

La trésorerie brute s'élève à € 6,6 millions au 31 décembre 2023 et la trésorerie nette à € 5,7 millions (avant impact ifrs16).

Par ailleurs, le groupe n'a procédé à aucun rachat d'actions sur la période à l'exception de ceux intervenus dans le cadre du contrat de liquidité en place. Le groupe détient environ 1,4 millions de ses actions, soit environ 4,0 % de son capital au 31 décembre 2023.

3.5.2. Principes comptables

Référentiel comptable - Déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe Netgem de l'exercice 2023 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) publié par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) au 31 décembre 2023 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Date de clôture des sociétés du Groupe

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre de chaque année.

Évolutions des règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2023 sont identiques à celles utilisées par le groupe au 31 décembre 2022 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations obligatoires à compter du 1er janvier 2023 qui sont décrits ci-après :

- IAS 12 : impôt différé rattaché à des actifs et passifs issus d'une même transaction ;
- IAS 1 : information sur les méthodes comptables ;
- IAS 8 : définition des estimations comptables ;
- IFRS 17 et amendements - Contrats d'assurance ;

Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables après 2023

Les normes IFRS et amendements ou interprétations applicables après 2023 sont :

- *Amendements homologués par l'Union Européenne fin 2023 avec application anticipée possible*
 - IAS 1 : classement des passifs en tant que courants et non courants ;
 - IFRS 16 : dette de location dans une transaction de cession de bail.
- *Amendements en attente d'homologation par l'Union Européenne*
 - IAS 7 « État des flux de trésorerie » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » concernant l'affacturage inversé (*reverse factoring*).
 - IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » applicable au 1^{er} janvier 2025

Le groupe Netgem n'a appliqué aucune norme ni interprétation par anticipation. Les analyses des incidences de l'application de ces normes, amendements et interprétations sont en cours.

Bases de préparation – recours à des estimations

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, en application des principes IFRS.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche (sauf indication contraire).

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite, de la part de Netgem, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact tant sur les montants des actifs et des passifs que sur ceux des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir des expériences passées et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Netgem pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les principales estimations retenues au titre de l'exercice 2023 qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers sont principalement relatives à la valorisation du goodwill et des impôts différés actifs et à l'évaluation des provisions pour risques.

Ces estimations ont été établies en fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. Les estimations peuvent ensuite être révisées si des éléments nouveaux surviennent. Les résultats finaux peuvent différer de ces estimations.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Monnaie de présentation

L'euro est la monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes de la société mère Netgem et de ses filiales, hormis celles qui sont établies hors de la zone euro.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

1 € = x devise	Pays	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
GBP	Royaume Uni	0,8869	0,8697	0,8691
USD	Singapour, Mexique	1,0666	1,0816	1,1050

Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 *Présentation des états financiers (norme révisée)*, le groupe présente le compte de résultat par fonction.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant constatation des « autres charges et produits opérationnels ». Ces éléments sont des charges ou des produits en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif et dont la présentation globalisée au sein des autres éléments de l'activité serait de nature à fausser la lecture de la performance du groupe.

S'agissant de l'état de la situation financière, les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont considérés comme non courants. Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou qui échoiront dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Information sectorielle

Il n'existe qu'un seul pôle d'activité, ou secteur au sens d'IFRS 8, au sein du groupe qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de sa plateforme de divertissements numériques Netgem TV, principalement à destination des opérateurs de télécommunication et des éditeurs de contenus numériques.

Instruments financiers

Le groupe utilise des instruments financiers pour couvrir son exposition aux risques de variation des devises. La politique actuelle du groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de couverture d'engagements liés à son activité commerciale.

Les instruments financiers utilisés au cours de l'exercice 2023 pour couvrir le risque de change ont été qualifiés d'instruments de couverture. En conséquence, les profits ou pertes résultant des variations de valeur de marché de ces instruments ont été comptabilisés en résultat opérationnel courant.

3.5.3. Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprise

Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société et sont consolidées par intégration globale. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Périmètre de consolidation

Le taux de détention du groupe dans la société Netgem France (ex Vitis) est passé de 55,24% à 100% fin juin 2023 suite aux rachats par Netgem SA des actions détenues par les sociétés Caisse des dépôts et Consignations et Réunicable (groupe Océinde) pour un montant total de 3.4 M€. Cette opération intervenant sur une filiale déjà contrôlée par Netgem, l'écart entre la valeur de rachat des titres et la quote-part de situation nette de Netgem France acquise génère un impact négatif sur les réserves part du groupe de 2.9 M€.

Par ailleurs, la filiale singapourienne ayant été dissoute au cours du premier semestre 2023, cette société est sortie du périmètre de consolidation.

Et enfin, suite à l'acquisition des sociétés Eclair Préservation SAS et Eclair Digital Services SAS début juillet, celles-ci sont entrées dans le périmètre de consolidation à cette date puis ont fait l'objet d'une fusion dans Netgem France (ex Vitis) au 31-12-2023.

L'impact de l'entrée de périmètre des sociétés EP et EDS est le suivant:

(en milliers d'euros)	31/12/2023
Actifs non courants	2 274
Actifs courants	2 488
Total des actifs	4 762
Passifs non courants	2 383
Passifs courants	2 285
Total des passifs	4 668
Actif net (total actifs - total passifs)	94
Quote part actif net EP et EDS détenu par NETGEM	94
Juste valeur des titres EP et EDS	1 352
Ecart d'acquisition (juste valeur - quote part actif net)	1 258

Au 31 décembre 2023, le périmètre de consolidation constitué des filiales consolidées par intégration globale s'établit comme suit :

Nom de la Société	Adresse du siège social	N° de SIREN	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle	% intérêts
Netgem S.A.	103 rue de Grenelle, CS 10841 75345 Paris Cedex 07	408024578	France		Société mère	
Netgem UK Ltd	17 Trinity House, Borehamwood, WD6 1DA UNITED KINGDOM	820 24 99	UK	IG	100%	100%
Netgem France (ex sté Vitis)	103 rue de Grenelle 75007 Paris	820928521	France	IG	100%	100%

(1) IG : Intégration globale

État du résultat global

3.5.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des revenus résultant de la location ou vente de solutions numériques logicielles et matérielles. Le groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions logicielles et matérielles à la livraison. Le contrat avec un modèle locatif, signé au cours de l'exercice 2019 avec l'un des clients historiques du groupe a perduré durant 2023 selon le même schéma à savoir que les "box" sont louées dans le cadre de bouquets de services opérés dans le cloud et les frais d'activation facturés lors de la livraison des "terminaux" sont reconnus sur la durée du contrat.

Les logiciels d'accès à Internet intégrés aux solutions sont considérés selon le type de contrat conclu avec le client comme formant avec les terminaux un ensemble indissociable ou peuvent être cédés séparément sous forme de licence. Dans ce dernier cas, le revenu de licence est reconnu lors de la livraison des terminaux au client final.

En cas de cession de licence dissociée d'une vente de solution matérielle, le revenu est reconnu lors de la mise à disposition du droit d'utilisation commercial de la licence.

Le groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de prestations de maintenance et de support de façon linéaire sur la durée du contrat.

Dans le cas de prestations de service spécifiques facturées à ses clients, le groupe reconnaît le chiffre d'affaires lorsque le service est rendu.

Sur l'exercice 2023, le contrat conclu fin 2021 avec Talk Talk, opérateur britannique de premier plan, a généré des revenus selon un modèle d'affaires "Content-as-a-Service", les frais SaaS facturés sont reconnus mois par mois en fonction du nombre de terminaux actifs.

A travers sa filiale Netgem France, le groupe commercialise également sa plateforme auprès du grand public selon un modèle d'affaires de type « *TV as a Service* » comparable aux modèles SaaS (« *Software as a Service* ») et assure le préservations et le digitalisation des oeuvres de producteurs et diffuseurs.

3.5.5. Effectifs et charges de personnel

Effectifs

Au 31 décembre 2023, l'effectif total du Groupe hors personnel mis à disposition s'élève à 109 personnes, contre 66 au 31 décembre 2022. La forte augmentation est liée à l'acquisition des sociétés EP et EDS avec la reprise de 52 salariés.

Charges de personnel

Au cours de l'exercice 2023, les charges de personnel, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et paiement en actions, se sont élevées à K€ 8 783 contre K€ 7 529 sur l'exercice 2022, réparties comme suit :

(en milliers d'euros)	2023	2022
Rémunérations et charges sociales	(9 034)	(7 960)
Crédit impôt recherche	43	216
Provision pour retraite	(24)	(78)
Incidence des paiements en actions	232	293
Total	(8 783)	(7 529)

L'augmentation est liée à la prise en compte des charges de personnel des sociétés EP et EDS pour le second semestre 2023.

Options de souscription ou d'achat d'actions

En mai 2021, les actionnaires de la Société ont autorisé le Conseil d'administration à procéder à une allocation d'options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions de la Société au profit de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales dans la limite 1.300.000 d'actions et ce dans un délai de 38 mois arrivant à échéance en juillet 2024 (20^{ème} résolution). Il est prévu que le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires soit fixé par le Conseil d'administration le jour où les options seront consenties et que les options devront être exercées dans un délai maximal de dix ans à compter du jour où elles ont été consenties.

Au cours de l'exercice écoulé, aucune attribution d'options n'a été réalisée et aucune charge n'a été comptabilisée.

Programme d'actions gratuites

Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat net part attribuable aux actionnaires de la société mère et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les

actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par action. Il est fait application de la méthode d'achat d'actions au prix du marché sur la base du cours moyen de l'action sur la période.

Programmes d'actions gratuites antérieurs à l'exercice 2023

Au cours de l'exercice 2020, le Conseil d'administration, agissant sur délégation de l'assemblée générale, a attribué à M. Mathias Hautefort 200.000 actions gratuites de Netgem. Au 31 décembre 2023, les 200.000 actions ont été définitivement acquises par Mr Hautefort.

Par ailleurs, le 19 octobre 2021, le Conseil d'administration, agissant sur délégation de l'assemblée générale, a attribué 550.000 actions gratuites de Netgem aux salariés. Au 31 décembre 2023, aucune action n'a été définitivement acquise sur ce plan.

Avantages remis au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Sur l'exercice 2023, la valeur des actions gratuites, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des actions gratuites reçues et imputée en charges de personnel, s'est élevée à K€ 232.

Les principales hypothèses du modèle d'évaluation ont été les suivantes :

Date d'ouverture des plans	3 mai 2018	3 mai 2018	26 mai 2021	Total
Date d'attribution des actions gratuites	30/07/2020	30/07/2020	19/10/2021	
Quantités attribuées	66.667	66.666	550.000	750.000
Quantités annulées	-	-	(61.389)	(61.389)
Maturité jusqu'à l'échéance	2 ans	3 ans	3 ans	
Rotation cumulée	0%	0%	0%	
Juste valeur des actions (en euros)	1,06€	1,06€	1,45€	
Coût exercice 2022 (en K€)	21	23	249	293
Coût exercice 2023 (en K€)	-	14	218	232

Provisions pour retraite

Ces provisions concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Sur l'exercice écoulé, les engagements de retraite s'élèvent à K€ 354 au 31 décembre 2023 contre K€ 242 au 31 décembre 2022.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sur 2023 sont :

- Application d'un taux de revalorisation annuel des salaires de 2,5 % ;
- Application d'un taux d'actualisation net d'inflation de 3.20 % ou 3,53% ;
- Il a été considéré que les départs interviendraient à l'âge légal de départ à la retraite ;
- L'hypothèse de rotation des effectifs a été mise à jour en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années ;
- Départ à l'initiative du salarié ;
- Age de départ à la retraite : 67 ans.

La charge de l'exercice correspondant à la somme du coût des services rendus, est entièrement constatée en « Charges de personnel ».

3.5.6. Frais de recherche et développement

Le groupe bénéficie d'un Crédit d'Impôt Recherche qui est déduit des charges de recherche et développement.

(en milliers d'euros)	2023	2022
Dépenses de recherche et développement	(5 439)	(5 900)
Dépenses de recherche et dvt financées par crédit d'impôt recherche	43	216
Total des frais de recherche et développement constatés en résultat	(5 396)	(5 684)

3.5.7. Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	2023	2022
Résultats de cession	-	(282)
Autres produits et charges opérationnels	(106)	156
Total	(106)	(126)

Les autres produits et charges opérationnels correspondent essentiellement à des ajustements de provisions fournisseurs.

3.5.8. Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	2023	2022
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	1
Coût de l'endettement financier brut	(33)	(13)
Coût de l'endettement financier net	(33)	(12)
Gains (pertes) nets de change	(1)	(274)
Autres charges et produits financiers	(30)	215
Autres produits et charges financiers	(31)	(59)
Résultat financier	(64)	(71)

3.5.9. Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge ou du produit d'impôts

La charge d'impôts sur les bénéfices se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	2023	2022
(Charge) Produit d'impôt courant	(194)	(18)
(Charge) Produit d'impôts différés	617	1 022
Total	423	1 004

Impôts différés

Impôts différés constatés dans l'état de la situation financière

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- l'écart d'acquisition non déductible fiscalement,
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,

- les différences temporelles liées à des investissements dans des filiales, coentreprises ou entreprises associées dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

(en milliers d'euros)	31/12/2023	variation	31/12/2022
Déficits fiscaux activés	2 522	(36)	2 558
Juste valeur immobilisations incorporelles	(385)	461	(846)
Autres décalages temporaires	(132)	75	(207)
Total	2 005	500	1 505

Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2023	2022
Résultat avant impôt hors résultat des filiales mises en équivalence	266	(2 318)
<i>Taux d'impôt en vigueur</i>	25,00%	25,00%
(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur	(67)	580
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
Déficits de la période non activés	(58)	(139)
Déficits antérieurs activés sur l'exercice	531	557
Différentiel de taux	(12)	5
Impôt sur la charge calculée au titre d'IFRS 2	(64)	(73)
Autres différences	92	74
(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat	423	1 004

Au 31 décembre 2023, les déficits fiscaux du Groupe qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Netgem SA non activés	14 363	16 532
Netgem SA activés (*)	6 114	5 406
Netgem France (ex Vitis) non activé	17 873	17 713
Netgem France (ex Vitis) activé	3 972	4 832
Total	42 322	44 483

() au 31-12-23 les actifs d'impôts différés sur différences temporaires ou sur déficits reportables ne sont pas constatés au-delà des impôts différés nets passifs, lorsque leur réalisation n'est pas probable*

État de la situation financière

3.5.10. Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Valeur nette en début d'exercice	10 446	12 008
Ecart d'acquisition sur EP et EDS	1 258	-
Reclassement actif destiné à être cédé	-	(1 562)
Valeur nette en fin d'exercice	11 704	10 446

Un test de dépréciation des écarts d'acquisition a été réalisé au 31 décembre 2023 en comparant la valeur comptable des capitaux propres (part du groupe) consolidés à la valorisation fondée sur une actualisation des flux de trésorerie projetés à 4 ans et à l'application d'un multiple d'Ebitda de comparables du secteur pour le calcul de la valeur terminale. Les multiples d'Ebitda utilisés résultent de comparables boursiers opérant sur le marché des plateformes numériques de divertissement (software et hardware) en Europe.

Suite à l'acquisition des sociétés EP et EDS, un écart d'acquisition a été constaté sur l'exercice à hauteur de K€ 1 258 après affectation de K€ 463 en immobilisation incorporelle .

3.5.11. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur .

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée. Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, un test de dépréciation est effectué dès qu'il y a un indice qu'un actif a pu perdre de sa valeur et au moins une fois par an au 31 décembre.

Les dépenses de développement engagées en vue de la production de matériels nouveaux ou substantiellement améliorés, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le groupe peut démontrer, notamment, la faisabilité technique et commerciale du matériel et la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Les autres dépenses de développement, engagées notamment

en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des matériels sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 5 ans
- Frais de dvt 3 ans
- Relations clients 10 ans

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Logiciels et licences	Frais de dvt	Relations clients	Marques	Total
Au 1er janvier 2022	2 886	7 709	5 000	2 314	17 909
Acquisitions	860				860
Sorties	(973)				(973)
Reclassements	(1 294)		(4 255)	(1 437)	(6 956)
Au 31 décembre 2022	1 479	7 709	775	877	10 840
Acquisitions	826	25			851
Sorties	(627)				(627)
Variation de périmètre	305	477	463		1 245
Au 31 décembre 2023	1 983	8 211	1 238	877	12 309

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (en milliers d'euros)	Logiciels et licences	Frais de dvt	Relations clients	Marques	Total
Au 1er janvier 2022	(2 276)	(5 486)	(3 487)	(339)	(11 589)
Dotations	(608)	(740)	(1 408)		(2 756)
Sorties & Reprises de provision	973				973
Reclassements	1 230		4 120		5 350
Au 31 décembre 2022	(681)	(6 226)	(775)	(339)	(8 021)
Dotations	(1 211)	(779)	(23)		(2 013)
Sorties & Reprises de provision	627				627
Variation de périmètre	(228)	(360)			(588)
Au 31 décembre 2023	(1 493)	(7 365)	(798)	(339)	(9 995)

VALEUR NETTE	Logiciels et licences	Frais de dvt	Relations clients	Marques	Total
Au 31 décembre 2022	798	1 483	-	538	2 819
Au 31 décembre 2023	490	846	440	538	2 314

L'acquisition de logiciels & licences sur l'exercice 2023 pour K€ 826 est liée essentiellement à l'immobilisation de minimums garantis payés aux éditeurs .

Sur l'exercice 2023 le groupe a capitalisé très peu de frais de développement (K€ 25) du fait des six critères de capitalisation qui n'ont pas été remplis (selon la norme IAS 38.57).

L'augmentation de K€ 463 constatée sur l'exercice 2023 en relations clients correspond à la partie affectée de l'écart d'acquisition de la société EP. La durée d'amortissement retenue est de 10 ans.

Les actifs immobilisés bruts et amortissements associés repris dans le cadre de l'acquisition des sociétés EP et EDS ont été indiqués sur la ligne intitulée "variation de périmètre ".

3.5.12. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Matériels et outillages: 3 ou 5 ans
- Matériel de bureau et informatique: 3 ans
- Box : 3 ans
- Installations & agencements & mobilier de bureau : 10 ans

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Box	Autres immo corporelles	Total
Au 1er janvier 2022	128	2 258	15 026	741	18 153
Acquisitions		160	5 357	77	5 594
Sorties		(11)	(887)	(25)	(923)
Reclassements	(128)	(2 233)	2 244	(232)	(4 837)
Ecart de conversion			(44)	(6)	(50)
Au 31 décembre 2022	-	174	17 208	555	17 937
Acquisitions		52	3 590	251	3 893
Sorties		(73)	(411)	(37)	(521)
Variation de périmètre	428	469		2 315	3 212
Ecart de conversion			18	2	20
Au 31 décembre 2023	428	622	20 405	3 086	24 541

AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Box	Autres immo corporelles	Total
Au 1er janvier 2022	(116)	(1 797)	(8 204)	(691)	(10 808)
Dotations	(12)	(312)	(5 494)	(33)	(5 851)
Sorties		11	854	24	889
Reclassements	128	1 933	2 075	232	4 368
Ecart de conversion			(24)	6	30
Au 31 décembre 2022	-	(165)	(10 745)	(462)	(11 372)
Dotations	(6)	(70)	(5 272)	(137)	(5 485)
Sorties		57	469	30	556
Variation de périmètre	(20)	(383)		(1 394)	(1 797)
Ecart de conversion			(10)	(1)	(11)
Au 31 décembre 2023	(26)	(561)	(15 558)	(1 964)	(18 109)

VALEUR NETTE	Constructions	Matériels et outillages	Box	Autres immo corporelles	Total
Au 31 décembre 2022	-	9	6 463	93	6 565
Au 31 décembre 2023	402	61	4 847	1 122	6 432

Les acquisitions d'équipements (box louée par certains clients du groupe) s'élèvent à K€ 3 590 sur 2023; l'amortissement est d'une durée de 3 ans.

Les actifs immobilisés bruts et amortissements associés repris dans le cadre de l'acquisition des sociétés EP et EDS ont été indiqués sur la ligne intitulée "variation de périmètre ".

3.5.13. Droits d'utilisation des actifs loués

Le groupe applique depuis le 1er janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location » et a choisi d'appliquer pour la transition la méthode rétrospective simplifiée prévoyant l'application du nouveau traitement comptable aux contrats de location en cours au 1er janvier 2019.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de cette norme, le groupe évalue si un contrat est un contrat de location selon IFRS 16 en appréciant si ce dernier porte sur un actif spécifique, si le groupe obtient la quasi totalité des avantages économiques liés à l'utilisation de l'actif et si il a la capacité de contrôler l'utilisation de cet actif.

Lorsque ces caractéristiques existent, le groupe comptabilise, au moment où l'actif est mis à sa disposition :

- un nouvel actif appelé Droit d'Usage qui représente le droit d'utiliser l'actif loué pendant la durée du contrat de location ;
- une dette dénommée Dette locative IFRS 16 représentant l'engagement de paiement des loyers.
- une charge d'amortissement du droit d'utilisation de l'actif et d'une charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers qui se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. La durée d'amortissement du droit d'utilisation est déterminée sur la base de la durée du contrat, avec prise en compte d'une option de renouvellement ou de résiliation lorsque son exercice est raisonnablement certain ;
- dans le tableau des flux de trésorerie, les paiements au titre du remboursement de la dette affectent les flux de financement.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour chaque bien et il est de 2,01% par an.

Le groupe applique une méthode unique de comptabilisation pour tous ses contrats de location, à l'exception des contrats de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois) ou portant sur des actifs de faible valeur (inférieure à 5 k€).

Les loyers des contrats exemptés ainsi que les paiements variables demeurent comptabilisés directement en charges opérationnelles.

(en milliers d'euros)	01/01/2023	Souscript°	Rembours ement	Dotation aux amort	Autres Flux	31/12/2023
ACTIF						
Droits d'utilisation sur contrats de location	1 701				155	1 856
Amortissements des droits d'utilisation	(105)			(605)		(710)
Valeur nette droits d'utilisation	1 596	-	-	(605)	155	1 146
PASSIF						
Passif financier/contrats location non courant	1 138				(589)	549
Passif financier/contrats de location courant	448		(606)		743	585
Valeur nette droits d'utilisation	1 585	-	(606)	-	154	1 134

(en milliers d'euros)	31/12/2023
Compte de résultat	
Location	627
Dotation aux amortissements	(605)
Intérêts	(21)
Impact au compte de résultat	1

3.5.14. Actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Part à + 1an créance fin. sur contrat de lease back d'équipements	-	-
Autres actifs financiers non courants	435	340
Total des actifs financiers non courants	435	340

Les actifs financiers qui s'élèvent à K€ 435 au 31 décembre 2023 correspondent principalement aux dépôts versés dans le cadre des contrats de location immobiliers.

3.5.15. Stocks

Les stocks sont constitués de box et de composants évalués au coût d'achat, et calculés selon la méthode du premier entré - premier sorti. Une dépréciation des stocks est constituée dès lors que leur valeur nette de réalisation devient inférieure à leur coût.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Valeur brute	2 307	2 417
Provisions cumulées	(184)	-
Valeur nette	2 123	2 417
Dont Composants électroniques	1 169	203
Dont Produits finis	955	2 214

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2023 s'établit à K€ 2 123 contre K€ 2 417 au 31 décembre 2022.

Les stocks de produits finis (box) et de composants au 31 décembre 2023 sont destinés à assurer les livraisons de l'année 2024.

Une dépréciation a été constatée sur l'exercice 2023 sur une catégorie de produits finis du fait d'un risque de perte de valeur sur le marché

3.5.16. Clients et comptes rattachés

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la dépréciation des créances commerciales doit être calculée selon le modèle des « pertes attendues ».

La clientèle du groupe se répartit entre :

- des opérateurs multi-services, très concentrés, pour lesquels le modèle de « pertes attendues » est peu adapté : aucune dépréciation concernant ces clients n'a été enregistrée au 31 décembre 2023 ;
- des producteurs et diffuseurs (créances sur la société acquise EP) : les créances concernant ces clients ont fait l'objet d'une dépréciation dont la méthode d'évaluation satisfait le modèle des "pertes attendues".

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Valeur brute	7 843	9 184
Provisions cumulées	(543)	(278)
Valeur nette	7 300	8 906
<i>Créances nettes à moins d'un an</i>	7 300	8 906

3.5.17. Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
État – impôt sur les bénéficiaires et crédit d'impôt recherche.	62	199
Créances fiscales et sociales	1 210	909
Charges constatées d'avance.	1 359	1 257
Autres actifs à court terme	512	151
Total des autres créances et comptes de régularisation	3 143	2 516
<i>Autres actifs courants à moins d'un an</i>	3 143	2 516

3.5.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme. Les disponibilités détenues en banque sont principalement libellées en euros, usd et gbp.

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Disponibilités	6 034	5 603
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	564	558
Total des disponibilités	6 598	6 161

3.5.19. Capitaux propres et informations sur le capital

Capital social

Au 31 décembre 2023, le capital social s'élève à K€ 6 978 et est libéré intégralement. Il est composé de 34.887.726 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 0,20 euro.

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le groupe a pour objectif d'améliorer la notation du risque de crédit propre et de disposer de ratios sur capital sains de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le groupe gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le groupe peut décider du paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions.

L'exercice 2023 a été marqué par une distribution de dividende de 0.05 euro par action et par une augmentation de capital qui a conduit à l'émission de 4.166.667 actions.

Programme d'achat d'actions

Le 25 mai 2023, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en œuvre d'un nouveau programme d'achat d'actions de la Société dans la limite d'un nombre maximal d'actions représentant jusqu'à 10% du capital social et ce pour une période de dix-huit mois. Le montant global des fonds pouvant être affectés à la réalisation de ce programme de rachat d'actions ne peut excéder € 5 millions.

Au 31 décembre 2023, les actifs figurant au compte de liquidité correspondent à 223.811 actions propres valorisées à K€ 230 et à K€ 50 en espèces. Sur l'exercice 2023, le nombre d'actions acquises et cédées dans le cadre de ce contrat s'est établi respectivement à 293.859 et 315.356 et les opérations réalisées dans le cadre de ce contrat ont généré une moins-value de K€ 20 pour Netgem.

Par ailleurs, au 31 décembre 2023, la Société détenait 1.164.028 actions en trésorerie, achetées dans le cadre de programmes d'achat d'actions et valorisées K€ 2 788 au cours d'achat, soit € 2,40 par action. Ces actions ont fait l'objet d'une revalorisation au cours de clôture qui a conduit la Société à constater un complément de provision dans les comptes sociaux 2023 de Netgem SA à hauteur de K€ 4.

En 2023, la Société n'a acheté aucune de ses propres actions dans le cadre d'un programme d'achat d'actions, hors le contrat de liquidité mentionné ci-avant.

3.5.20. Provisions

Une provision est comptabilisée dans l'état de la situation financière lorsque le groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Var	31/12/2023
Provisions à caractère social	53			-		53
Autres provisions	278		-	(88)	-	190
Total provisions	331	-	-	(88)	-	243
<i>Dont part à plus 1 an</i>						
<i>Dont part à moins 1 an</i>	331	-	-	(88)		243

Au 31 décembre 2023, les provisions concernent essentiellement des contrats fournisseurs ainsi qu'un litige à caractère social.

3.5.21. Passifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Part à + 1 an des financements obtenus auprès d'établ. financiers	468	810
Passifs sur contrats de location	549	1 138
Autres passifs financiers non courants	-	-
Total des passifs financiers non courants	1 017	1 948

Part à - 1 an des financements obtenus auprès d'établ. financiers	375	462
Passifs sur contrats de location	585	448
Autres passifs financiers courants	41	-
Total des passifs financiers courants	1 002	910

Les passifs financiers non courants (K€ 468) correspondent à la part à plus d'un an d'un crédit bancaire et les passifs financiers courants (K€ 375) correspondent à la part à moins d'un an de deux crédits bancaires.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16, les passifs sur contrats de location correspondent à la dette financière due au titre de l'obligation de paiement des loyers pendant la durée de ces contrats.

3.5.22. Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Fournisseurs	4 792	6 609
Fournisseurs – factures non parvenues	3 766	5 426
Total des Fournisseurs	8 558	12 035

3.5.23. Autres passifs

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dettes fiscales et sociales	2 118	1 596
Produits constatés d'avance	3 799	4 840
Acomptes sur commandes et avoirs	66	91
Impôt sur les sociétés	102	-
Autres dettes	493	273
Total Autres passifs courants	6 578	6 800

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dettes fiscales et sociales	396	0
Total Autres passifs non courants	396	0

Des dettes fiscales et sociales sont présentées en Autres passifs non courants pour un montant de K€ 396 conformément à l'échéancier de paiement de ces dettes prévu sur 4 ans (dettes liées au redressement judiciaire de la société EDS en 2020).

3.5.24. Actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-après présentent la ventilation par nature et par catégorie des actifs et passifs financiers du groupe aux 31 décembre 2023 et 2022.

Les actifs financiers non courants sont essentiellement constitués de dépôts et cautionnements versés par les entités du groupe, de créances clients et des disponibilités liées au contrat de liquidité.

ACTIFS & PASSIFS FINANCIERS 2023 (en milliers d'euros)	Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur nette comptable	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Instruments détenus jusqu'à l'échéance	Autres dettes	Dettes au coût amorti
Actifs financiers non courants	435		435			
Clients et comptes rattachés	7 300		7 300			
Équivalents de trésorerie	564	564				
Trésorerie	6 034	6 034				
Autres actifs courants	3 143		3 143			
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	17 476	6 598	10 878	-	-	-
<i>dont valeur brute</i>	<i>18 019</i>	<i>6 598</i>	<i>11 421</i>			
<i>dont dépréciation</i>	<i>(543)</i>		<i>(543)</i>			
Passifs financiers non courants	1 413				396	1 017
Emprunts et dettes fin., part > 1 an	1 017					1 017
Avances d'actionnaires, part > 1 an	-					
Autres passifs non courants	396				396	
Passifs financiers courants	16 138			65	15 071	1 002
Emprunts et dettes fin., part < 1 an	1 002					1 002
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 558				8 558	
Autres passifs courants	6 578			65	6 513	
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	17 551	-	-	65	15 467	2 019

ACTIFS & PASSIFS FINANCIERS 2022 (en milliers d'euros)	Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur nette comptable	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Instruments détenus jusqu'à l'échéance	Autres dettes	Dettes au coût amorti
Actifs financiers non courants	340		340			
Clients et comptes rattachés	8 906		8 906			
Équivalents de trésorerie	558	558				
Trésorerie	5 603	5 603				
Autres actifs courants	2 516		2 516			
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	17 923	6 161	11 762	-	-	-
<i>dont valeur brute</i>	<i>18 201</i>	<i>6 161</i>	<i>12 040</i>			
<i>dont dépréciation</i>	<i>(278)</i>		<i>(278)</i>			
Passifs financiers non courants	1 948					1 948
Emprunts et dettes fin., part > 1 an	1 948					1 948
Avances d'actionnaires, part > 1 an	-					
Autres passifs financiers non courants	-					
Passifs financiers courants	19 745			75	18 760	910
Emprunts et dettes fin., part < 1 an	910					910
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 035				12 035	
Autres passifs courants	6 800			75	6 725	
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	21 693	-	-	75	18 760	2 858

3.5.25. Analyses complémentaires au Tableau des flux de trésorerie

Variations du BFR

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variation du BFR	Variations non cash		31/12/2023
			Ecart de conver ^o	Autres variations	
Stocks	2 417	(319)		19	2 117
Clients	8 906	(3 590)		1 984	7 301
Autres actifs courants	2 516	488		139	3 143
Actifs courants	13 839	(3 421)		2 143	12 561
Fournisseurs	12 035	(4 075)		597	8 558
Autres passifs courants	6 800	(2 105)		2 124	6 819
Passifs courants	18 835	(6 180)		2 722	15 377
Augmentation (dim) du BFR	4 996	(2 759)		578	2 816

Variations des passifs liés aux activités de financement

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Flux de trésorerie	Variations non cash			31/12/2023
			Acquisition	Ecart de conversion	Autre variation	
Part à + 1 an des financements obtenus auprès d'établ. financiers	810	6			(350)	466
Part à - 1 an des financements obtenus auprès des étab. financiers	462	(417)			350	395
Passifs sur contrats de location non courants	1 138				(589)	549
Passifs sur contrats de location courants	448	(606)		2	741	585
Total des passifs financiers	2 858	(1 017)	-	2	152	1 995

Informations complémentaires

3.5.26. Juste valeur des instruments financiers

Au 31 décembre 2023 le groupe avait contracté différents contrats d'achats à terme €/ \$ totalisant \$ 2,7 millions. La juste valeur de ces instruments de couverture a été constatée en Instruments financiers pour un montant de € - 0,1 million en contrepartie des réserves s'agissant d'instruments de couverture de trésorerie efficaces.

3.5.27. Informations sur les risques financiers

Outre les risques décrits par la Société au paragraphe « Risques opérationnels » du Rapport de Gestion (2.9.2), le groupe est exposé aux risques financiers suivants:

Risques de change

Compte tenu du caractère international de son activité et de ses implantations, le groupe est exposé à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs. Au 31 décembre 2023, la position nette de change par devise est la suivante :

Données en millions d'euros	GBP	USD
Actifs	4 131	332
Passifs	(1 903)	(1 175)
Position nette en devises avant gestion	2 227	(844)
Couverture	-	954
Position nette en devises après gestion	2 227	110
Position nette en euros après gestion	2 563	100
<i>Impact sur la position nette de la var. de -1% de la devise</i>	26	1

En cas de fourniture de box à ses clients, le groupe réalise la majeure partie de ses achats en USD et achète ainsi des USD sur les marchés financiers, dans le cadre

d'opérations de change à terme ou spot. Les achats d'USD sont réalisés lorsque les engagements dans cette devise deviennent suffisamment probables et lorsqu'ils atteignent des montants significatifs.

Les états financiers consolidés du groupe sont présentés en euros. L'exposition au risque de conversion découle de ce que les actifs, passifs, produits et charges des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro, le GBP (filiale anglaise), sont convertis en euros au cours de change applicable, pour être inclus dans les comptes consolidés du groupe. La politique du groupe est de ne pas couvrir le risque de conversion

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le groupe pourra gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait de ce risque ou de maintenir un niveau de marge satisfaisant.

Le groupe négocie les conditions des couvertures de risques de change au mieux de ses intérêts sans toutefois pouvoir garantir que les taux négociés constitueront les meilleurs taux de couverture du marché ni qu'elle sera en mesure de négocier des taux raisonnables.

Toute dégradation des conditions de négociation de ces taux ou évolution défavorable des taux pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Risques sur actions

La Société est exposée au risque sur actions du fait des actions Netgem qu'elle détient en trésorerie.

Au 31/12/2023 en K€ (données sociales)	Total
1.387.839 actions Netgem valorisées à 1.004 € par action (cours moyen de décembre 2023)	1 394

Les disponibilités du Groupe sont essentiellement exprimées en euros et gbp et concentrées dans des banques de type G-SIFI.

Risques de crédit, risque de concentration clients et risques pays

Les créances sur lesquelles le groupe encourt un risque de crédit ou de contrepartie sont principalement les créances clients.

Le tableau ci-dessous récapitule le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé au cours des exercices clos les 31 décembre de 2019 à 2023 auprès des cinq et dix principaux clients du groupe par rapport au chiffre d'affaires total de ces exercices :

Données IFRS consolidées	2023	2022	2021	2020	2019
% du chiffre d'affaires réalisé auprès des cinq principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	73%	69%	48%	54%	75%
% du chiffre d'affaires réalisé auprès des dix principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	83%	77%	61%	65%	93%

Si l'un des principaux clients du groupe décidait de limiter son activité ou de mettre fin à ses relations commerciales avec le groupe ou faisait défaut, cela pourrait avoir un impact défavorable significatif sur les résultats et la situation financière du groupe mais de manière progressive. En effet, la base d'abonnés serait encore exploitée pendant quelques années et ne disparaîtrait pas brutalement.

Le groupe bénéficie d'une garantie pour remplacement de produits non conforme aux spécifications sur une durée de 24 mois à compter du départ de l'usine des produits, notamment en cas de défaut épidémique.

Malgré les précautions prises par le groupe, le défaut d'un client ou d'un fournisseur ou la matérialisation d'un risque pays pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe.

3.5.28. Engagements hors état de la situation financière

Dans le cadre de ses activités, le groupe est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions (engagements liés aux retraites et autres avantages accordés aux personnels, litiges, etc.).

Les engagements hors état de la situation financière et passifs éventuels sont listés ci-après.

Opérations courantes

Le groupe s'est engagé pour les montants suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Avals, cautions et garanties donnés	266	266
Engagements d'achats de composants (commandes émises)	401	2 034
Engagements de location	125	-
Total	792	2 300

Le montant de K€ 266 correspond à une garantie bancaire émise en faveur du bailleur des locaux de Netgem SA à Paris.

Les engagements d'achats de composants de K€ 401 correspondent à des engagements de production ou d'achat de composants effectués auprès de ses fournisseurs afin de pouvoir respecter certains délais de livraison.

Le montant de K€ 125 correspond essentiellement aux engagements de location sur des bureaux pris par les sociétés EP et EDS dont les baux ont été dénoncés pour le 30 juin 2024.

3.5.29. Rémunération des dirigeants

Les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2023 ont été revus par le Conseil d'administration du 30 mars 2023..

Au cours de l'Assemblée Générale du 25 mai 2023, les actionnaires ont autorisé le versement d'une rémunération fixe alloué au Conseil d'administration de Netgem pour l'exercice en cours d'un montant global de K€ 120. Le montant versé en 2023, s'établit à K€ 61.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature alloués aux membres des organes de direction et d'administration de la Société, paiements en actions inclus, s'est élevé à K€ 1 662 en 2023 contre K€ 1 620 en 2022. Ces montants incluent la rémunération allouée au titre des paiements en actions pour K€ 106 en 2023 contre K€ 78 en 2022 (IFRS 2).

Les mandataires sociaux de Netgem ne bénéficient d'aucune prime de départ ou d'arrivée, ni d'un régime complémentaire de retraite spécifique.

3.5.30. Informations sur les parties liées

Les transactions et soldes entre Netgem et ses filiales consolidées par intégration globale sont totalement éliminées en consolidation.

Les soldes et transactions indiqués ci-dessous sont principalement liés à l'exécution de la convention conclue avec la société J2H (cf. rapport sur les conventions réglementées).

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients		
Titres de participation & créances rattachées		
ACTIF	-	-
Dettes fournisseurs		
Autres dettes		
PASSIF	-	-
Autres achats et charges externes	112	114
Charges de personnel		
Charges	112	114
Chiffre d'affaires		
Produits financiers		
PRODUITS	-	-

3.5.31. Événements post-clôture

Compte tenu de la capacité du groupe Netgem de générer un flux régulier de trésorerie, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de renouveler un dividende de 5 cts d'euros par action.

3.5.32. Honoraires des commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Cabinet Mazars, représenté par Julien Madile, titulaire ;
- Cabinet ACEFI CL, représenté par Matthieu Mortkowitch, titulaire.

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux

Le tableau ci-après récapitule le montant hors taxes des honoraires facturés par les contrôleurs légaux de la Société et les membres de leurs réseaux au titre des prestations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et celui du 31 décembre 2022 pour la Société et ses filiales françaises et étrangères consolidées par intégration globale :

Honoraires des commissaires aux comptes (en euros)	MAZARS		CABINET ACEFI CL		TOTAL	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
AUDIT :						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :						
Émetteur	76 355	68 000	40 040	38 500	116 395	106 500
Filiales intégrées globalement	47 993	35 456	18 500	17 000	66 493	52 456
Missions accessoires :						
Émetteur						
Filiales intégrées globalement						
Sous-total AUDIT	124 348	103 456	58 540	55 500	182 888	158 956
Service autre que la certification des comptes (« SACC »)			3 000	13 091	3 000	13 091
Sous-total CONSEIL	-	-	3 000	13 091	3 000	13 091
TOTAL GENERAL	124 348	103 456	61 540	68 591	185 888	172 047